

EARL WARREN, UN RÉPUBLICAIN MODÉRÉ

121

Earl Warren est souvent représenté aux États-Unis comme une icône du mouvement des années 1960, qui aurait rompu l'équilibre racial qui avait fait la stabilité du pays et orienté la Cour suprême vers la seule protection des victimes¹. Des républicains ont même lancé contre lui une campagne pour obtenir son *impeachment*². En fait, il est resté durant toute sa carrière un républicain modéré, loin de la tentation conservatrice qui travaille le parti républicain depuis la fin des années 1980.

Né en 1891 à Los Angeles et issu d'une famille pauvre, il travaille pendant ses études et devient *Bachelor of Law*³ de l'UCLA en 1912 puis *Doctorate of Jurisprudence* (JD)⁴ de la même université en 1914. Après un court moment

d'incertitude, il rejoint l'appareil judiciaire de l'État en 1919 comme *District Attorney*⁵ adjoint du comté d'Alameda (Oakland) et y remplace son supérieur en 1925. En 1939, il est élu *District Attorney* de Californie et conserve ce poste jusqu'à son élection comme gouverneur en 1943, mandat qu'il occupe pendant près de dix ans jusqu'à sa nomination à la Cour suprême et sa désignation concomitante comme président de la Cour (*Chief Justice*). Il a donc été élu durant une trentaine d'années, réélu trois fois gouverneur, ce qui est exceptionnel.

Les biographes d'Earl Warren insistent sur l'écart qu'il y aurait entre sa carrière plutôt conservatrice de ministre de la Justice de Californie, et celle de gouverneur ou son mandat de juge, plus

* Professeur d'histoire de l'Amérique du Nord à l'université de Paris-VIII Vincennes-Saint-Denis.

1. Virginia C. Armstrong, "Impeach Earl Warren": *The Warren Court's Legacy Fifty Years Later*, Part I, *Eagle Forum's Court Watch*, vol. 5, n° 2, 21 février 2003.

2. Procédure judiciaire qui consiste à mettre en accusation le président ou un élu devant le Congrès.

3. Titre attribué aux détenteurs d'un diplôme universitaire de premier cycle.

4. Titre équivalent à un doctorat en droit, se dit aussi *Juris Doctor*.

5. Procureur représentant l'État au niveau du comté.

marqués à gauche⁶. Or la lecture des archives californiennes relatives à l'action d'Earl Warren, comme celle de certains documents publiés de la Cour suprême laissent apparaître un profil plus nuancé, celui d'un progressiste, ce qui le rapproche aussi bien de conservateurs éclairés que d'une gauche modérée, sans le ranger parmi les « libéraux » à l'américaine⁷. Les progressistes se recrutaient alors dans les deux partis, avec des points de vue nullement uniformes⁸.

UN PROGRESSISTE CALIFORNIEN

122 Earl Warren s'inscrit dans la meilleure tradition progressiste de Californie : celle du républicain Hiram Johnson. Warren n'a pas repris l'isolationnisme de son prédécesseur aux fonctions de gouverneur (1911-1917) – ensuite sénateur de l'État jusqu'à sa mort en 1945 – mais a pris exemple sur ses réformes en matière de droit des femmes, de protection des enfants et de réglementation des chemins de fer. C'est dans cet esprit qu'Earl Warren est devenu, dès 1920, membre du parti républicain, puisque, dira-t-il, « [une] seule division importante existait entre les républicains : ceux qui soutenaient l'aile réformiste d'Hiram Johnson et ceux qui appartenaient à la Vieille Garde. Cette situation était propre à l'État et n'existait pas au niveau national... Je croyais au progressisme d'Hiram Johnson, qui avait brisé

le pouvoir des prédateurs en ouvrant la vie politique au niveau de l'État et à celui des gouvernements locaux pour que le gouvernement du peuple puisse s'exercer grâce à des élections libres⁹ ».

Cette filiation revendiquée est appuyée sur une croyance protestante modérée héritée de ses ancêtres norvégiens ; elle fait d'Earl Warren un progressiste californien typique : méfiance vis-à-vis des grandes entreprises, sens de l'État, appartenance partisane sans sectarisme, appartenance aux francs-maçons et à une association ethnique blanche (*The Order of Native Sons of the Golden West*).

Ces convictions façonnent le personnage, mais sa pensée politique n'est pas restée uniforme, et la question s'est souvent posée de savoir si la Cour suprême a changé l'homme où s'il avait déjà évolué comme gouverneur.

Le sens de l'État

Sa biographie montre qu'Earl Warren a toujours été un ferme serviteur de l'administration de l'État de Californie, il n'a fait aucun aller-retour dans le secteur privé, en dépit d'offres alléchantes : « [...] Je me suis rapidement rendu compte que j'étais devenu un homme politique [...]. Je n'ai jamais été gêné d'être classé parmi les hommes politiques, mais j'en étais fier et ne l'ai caché à personne¹⁰. »

En tant que *District Attorney* d'Alameda, il s'est fait une spécialité de la lutte

6. Par exemple : Jim Newton, *Justice for all. Earl Warren and the Nation He Made*, New York, Riverbooks, 2006.

7. Earl Warren, *The Memoirs of Chief Justice Earl Warren*, Lanhan, Madison Book, 2001 (rééd.).

8. Jacques Portes, « La poussée démocratique aux États-Unis (1865-1917) », in Serge Bernstein (dir.), *La Démocratie libérale*, PUF, « Histoire générale des systèmes politiques », 1998, p. 337-373.

9. Earl Warren, *The Memoirs of Chief Justice Earl Warren*, op. cit.

10. *Ibid.*, p. 233.

contre le racket et le crime organisé et il s'est intéressé également aux conditions de vie dans les prisons. Comme gouverneur, il a tenu à être élu par des majorités bipartisanes, selon la pratique du *criss-crossing*; celle-ci est apparue en 1910 et caractérise la vie politique californienne pendant la plus grande partie du xx^e siècle: elle permet à des électeurs inscrits dans un parti de voter lors des primaires organisées par l'autre parti en faveur du candidat de celui-ci. Earl Warren n'est en aucun cas le seul à en profiter, mais il a toujours insisté sur l'importance d'être soutenu au-delà de son parti, tout en restant toujours républicain. *District Attorney*, Earl Warren est un légaliste sourcilieux et un rigoriste, ce qui fait sa popularité à Alameda. De plus, il prend la direction du comité républicain de Californie. Sans aller jusqu'aux diatribes extrêmes contre Upton Sinclair, candidat en 1934 au poste de gouverneur, il le critique nettement, comme auteur d'une logorrhée communiste.

Son élection comme *Attorney* de Californie en 1935 amorce une évolution; il abandonne la présidence du parti car il se veut désormais l' élu de « tout le peuple californien », et devient en 1940 président de l'Association nationale des *District Attorneys*, association qu'il dirige sur une base bipartisanne. À partir de ces années, Earl Warren se libéralise nettement dans ses prises de position à propos des communistes, de la ségrégation raciale, du pluralisme. Cette évolution est soulignée par l'appui de l'AFL (American Federation of Labour) à sa candidature comme gouverneur et aussi par celui d'une partie des démocrates; en 1950, James Roosevelt, fils de Franklin D. Roosevelt, obtient moins de 30 % des voix face à Earl Warren (le plus mauvais résultat démocrate de l'histoire).

Toutefois, Earl Warren n'a jamais songé à rejoindre les démocrates, par tradition républicaine, mais aussi par refus de l'intervention fédérale dans les affaires de son État pendant le New Deal.

Earl Warren voulait œuvrer pour le plus grand nombre de citoyens, sans exclusive, et il a tenu à des campagnes propres, financées surtout par des contributions individuelles, sans jamais créer une machine politique permanente: à l'exception de l'appui régulier du *San Francisco Tribune* de la famille Knowland (le fils Bill sera toujours l'un de ses amis, même s'il a viré au conservatisme au moment du débat sur la « perte » de la Chine) et d'un versement ponctuel des jeans Levi Strauss.

Comme gouverneur, il a pris des mesures pour développer les parcs naturels, pour créer un réseau d'autoroutes, antérieur à celui lancé par Eisenhower. Entre 1945 et 1947, il s'est battu pour faire voter son projet d'assurance-santé. Cette loi était du même genre que celle que Harry Truman a tenté de faire passer au niveau fédéral, mais elle a échoué comme cette dernière devant l'opposition des syndicats médicaux. Des interviews, des articles de journaux, des émissions de radio feront de lui l'une des étoiles montantes du parti.

Dès juin 1944, Earl Warren prononce l'un des discours de la Convention républicaine de Chicago: « Dans ceux des États qui sont déjà républicains, vous constaterez que l'engagement public est continu, éclairé et dicté par l'intérêt général. Dans ces États vous trouverez un engagement plus fort pour la santé publique, pour la gratuité de l'enseignement, pour la prise en charge des enfants orphelins et abandonnés, pour l'accompagnement des personnes âgées, pour les victimes d'accidents industriels, pour les personnes handicapées et pour

celles qui sont frappées par des aléas économiques¹¹. » Mais il prend alors la mesure de l'écart entre ses idées et celles d'autres membres du parti républicain.

À la fin de l'année 1945, le gouverneur de Californie écrit à Herbert Brownell, alors président du comité républicain national¹²:

« [...] Il me semble que nous devons avoir un programme défini pour produire les 60 millions d'emplois dont les deux candidats ont discuté durant la dernière campagne. Je crois aussi que nous devrions avoir un programme défini sur la sécurité sociale, un programme pour améliorer la santé de nos compatriotes, pour la conservation de nos ressources naturelles et un programme de lutte contre les monopoles.

« Malheureusement, nous sommes perçus par le grand public comme un parti hostile à toute intervention législative dans ces domaines. Je ne crois pas qu'il soit suffisant d'avoir une hostilité de principe aux initiatives de l'administration, quand bien même elles seraient mal inspirées »¹³.

Warren appartient alors à la frange progressiste de son parti, à un moment où les conservateurs relèvent la tête; en 1948, lors de la campagne présidentielle, une grande interview pour le magazine *Look*, qui fait alors connaître les jeunes ténors républicains, lui donne l'occasion de formaliser ses idées: « Le libéralisme, tel que je le comprends, est la conviction politique et le mouvement politique afférent à cette conviction, selon laquelle l'individu doit être l'objet

le plus précieux de considération dans tous les aspects du lien social. Cette conviction et ce mouvement politiques, nés de la foi en l'humanité et en la dignité de l'âme humaine, n'ont trouvé à ce jour leur expression la plus élevée que dans notre civilisation occidentale.

« Les droits civiques, le gouvernement représentatif et l'égalité des chances sont autant de composantes de la tradition libérale »¹⁴.

À partir de 1948, Earl Warren est présenté comme un « libéral ». Ce qui explique qu'il ait accepté la candidature à la vice-présidence, pour défendre ses idées dans une équipe conservatrice. Une configuration analogue se produit en 1952, alors qu'il considère Eisenhower comme moins conservateur que Taft, mais comme très éloigné de ses propres idées. Il a pensé un moment jouer le troisième homme au cours de la convention, si Taft et Eisenhower n'avaient pu se départager, mais il a refusé de soutenir les délégations de trois États du Sud qui avaient rallié frauduleusement Taft et, en les attribuant à Eisenhower, il abandonne ses rêves de nomination. Durant cet épisode, Richard Nixon, avec lequel Warren n'a jamais eu de relation chaleureuse – bien que leurs deux carrières aient été parallèles au sein du même parti en Californie –, a joué un rôle complexe lors de la convention pour que la délégation de Californie se rallie dès que possible à Eisenhower, qui l'avait choisi comme équipier. Un an plus tard, Warren fut nommé à la Cour suprême, non pas parce qu'il avait apporté la Californie

11. Press Release, Keynote « Address of Governor Warren, Republican National Convention, Chicago (Ill.) », 26 juin 1946, Earl Warren Papers [c'est nous qui traduisons].

12. Sur cette figure importante de la vie publique américaine de l'immédiat après-guerre, voir *infra* la note 15.

13. Warren to Brownwell, 6 novembre 1945, Earl Warren Papers [c'est nous qui traduisons].

14. *Look Magazine*, 23 décembre 1947.

à Eisenhower, mais parce qu'il avait évité l'obstruction lors de la convention. Cependant, le président Eisenhower dira plus tard que sa plus grande erreur avait été de nommer Earl Warren à la Cour suprême¹⁵ – ce qui rend compte du conservatisme substantiel d'Eisenhower, surtout dans le domaine des droits civiques¹⁶ –, mais Herbert Brownell, qui a proposé Warren, a consciemment et volontairement introduit le loup libéral dans la bergerie conservatrice de la Cour suprême.

Le cas des Japonais américains

Le cas des Japonais ne cadre pas avec cette ouverture libérale qui s'affirme peu à peu. À la tête de la Cour, Warren a affirmé qu'il avait toujours su que la déportation des Japonais n'était pas constitutionnelle et qu'il l'avait toujours regrettée. En réalité, entre 1941 et 1953, comme *Attorney General* ou comme gouverneur, il n'a jamais manifesté le moindre doute sur sa décision.

Les débats ont été réels dès cette époque, mais Warren, comme *Attorney General* au moment de la décision de déportation, se situe en pointe pour soutenir le général de Witt, à tel point que son mémorandum jugeant les Japonais d'autant plus dangereux qu'ils n'ont rien fait de répréhensible aurait pu influencer Franklin D. Roosevelt¹⁷.

Warren a tenu, une fois gouverneur, à répondre à ses détracteurs défenseurs des droits constitutionnels des Japonais. Il le fait le 16 juillet 1943 dans une lettre à A. J. Lunberg, secrétaire du Comité sur les principes américains et le *fair play*: «[...] Je crois que les Japonais, ainsi nés et élevés, réagiraient d'autant plus vigoureusement parce que leur gouvernement constitue leur religion et que leur empereur est leur Dieu.

« Je n'ai aucun doute que de nombreux Japonais sont venus dans notre pays car ils préfèrent y vivre plutôt que de mener leur existence au Japon. Je suis également convaincu qu'il y a beaucoup de leurs enfants nés ici qui devraient avoir les mêmes sentiments loyaux que vous et moi partageons. Pour eux, il s'agit d'une tragédie et la guerre est une tragédie pour des millions de personnes. S'il existait un moyen raisonnable de déterminer la loyauté de ces personnes, je serais le premier à insister pour qu'ils bénéficient de tous les droits dont nous disposons. Malheureusement, je ne crois pas que ce soit possible de déterminer ce fait, et si c'était le cas, cela n'a pas été essayé »¹⁸.

Cette position clairement raciste ne l'empêchera pas, une fois la déportation abrogée, de faire son possible pour assurer la sécurité des Japonais. Le bilan de Warren en Californie est donc obéré par le cas des Japonais.

125

15. L'idée semble lui avoir été suggérée par son ministre de la Justice (*US Attorney General*), Herbert Brownell, qui plaidera ensuite devant la même cour et qui échouera à y être nommé par Eisenhower, compte tenu de la perspective d'un refus d'assentiment du Sénat du fait des votes négatifs des sénateurs du Sud.

16. Le président met sur le même plan les ségrégationnistes et les militants des droits civiques : des extrémistes. Il n'a signé la loi de 1957 sur les droits civiques qu'une fois qu'elle a été débarrassée de toute mesure contraignante.

17. Greg Robinson, *By Order of the President. FDR and the Internment of Japanese Americans*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p. 201.

18. Warren to Lundberg, 16 juin 1943, Earl Warren Papers [c'est nous qui traduisons].

L'anticommunisme

Warren a toujours montré son hostilité au communisme, qu'il considère comme non américain, mais il dénonce aussi les dérives de la lutte anticommuniste. Durant la campagne de 1948, le programme de Warren est plus modéré que ceux des autres candidats des deux partis, même s'il considère que le communisme doit être combattu : « Nos activités gouvernementales devraient être dirigées contre ceux qui collaborent avec tous ceux qui, où qu'ils soient, complotent au renversement par la violence de nos institutions.

126

« En tout état de cause, nous ne devons pas laisser la peur du communisme dominer nos vies [...]. Nos compatriotes ne sont pas communistes et ne le seront jamais, aussi longtemps que nous continuerons de promouvoir le bien-être de l'homme à travers notre système. Les communistes peuvent mugir contre notre système, mais chaque Américain sait que ce pays que nous chérissons a parcouru un très long chemin simplement dans les plus récentes générations [...]; il n'y aura pas de place pour le communisme en Amérique »¹⁹.

Position claire qui semble écarter la répression des délits d'opinion. Ce qui est confirmé par ses positions ultérieures; ainsi en mai 1952, il indique que, s'il y a des communistes dans le gouvernement, ils ont été infiltrés durant l'ère démocrate, car les contrôles étaient insuffisants.

Cette position est confirmée par son refus de suivre le sénateur de Californie Jack Tenney – qui voyait du

« communisme » dans tout mouvement social à Hollywood –, par son refus du serment de non-communisme imposé aux dirigeants syndicaux par la loi Taft-Hartley de 1947 (cette disposition fut déclarée contraire à la Constitution en 1965) et par sa défiance à l'égard du maccarthysme ainsi exprimée en 1952 : « Je n'ai pas envie de donner une définition du maccarthysme, mais si vous y voyez des actes de dénonciation générale et non étayés de groupes de personnes, il me semble qu'il ne sert pas les meilleurs intérêts de notre pays²⁰. »

Earl Warren s'isole, par là, d'une fraction importante du parti républicain, pour laquelle toute mention de « socialisme » est assimilée à du « communisme ».

Son attitude particulière tient à sa confiance dans les institutions et les valeurs américaines pour contrer le communisme; elle apparaît de décembre 1949 à juin 1950 lors du débat sur le serment d'allégeance aux institutions américaines (autrement dit un serment de non-communisme) dans le réseau de l'université de Californie, alors que, comme gouverneur de l'État, il siège au Board of Regents au sein duquel s'est notamment discutée la question du recrutement d'un professeur susceptible d'avoir des idées communistes, ainsi que la nécessité d'un serment d'allégeance spécifique. Il fit alors partie de la minorité qui s'opposa à cette mesure, car il jugea largement suffisant le serment général demandé à tous les employés de l'État de Californie, alors qu'un texte particulier entraînerait les communistes à l'accepter, sans jamais y adhérer, car ils ne sont nullement engagés par ces serments.

19. *New York Times*, 3 avril 1948 (Earl Warren Papers).

20. Earl Warren à la radio, émission *Reporter Round up*, lors de laquelle des questions rapides sont posées à la personne interviewée, 14 février 1952.

Warren reçoit, à la suite de ce vote, des lettres nombreuses et insultantes, mais il n'en a cure et ne cède pas; pas plus qu'il ne réagit aux brochures les plus délirantes d'anticommunisme et d'antisémitisme qui arrivent à son bureau.

LA TONALITÉ DE LA COUR WARREN

Earl Warren a été la dernière personnalité politique d'envergure nommée à la Cour suprême, avant des juristes ou des juges (la seule exception étant Arthur Goldberg nommé par John F. Kennedy et qui démissionne au bout de quelques mois).

À la Cour suprême, Warren est d'autant plus à l'aise que des présidents démocrates sont à la Maison-Blanche, leurs démarches étant étrangement parallèles. Lyndon B. Johnson et lui veulent tous deux « nationaliser » le Sud pour le sortir de l'archaïsme: l'un par la loi, l'autre par le jugement. Entente implicite capitale pour bâtir un État fédéral puissant et uniforme²¹.

L'universalisme

Les droits individuels sont mieux définis au niveau fédéral que local. En réservant la justiciabilité des droits constitutionnels aux juridictions fédérales, Warren a mis un terme au particularisme du Sud et affaibli durablement le fédéralisme, qui privilégiait surtout cette région. *Brown v. Board of Education of Topeka* en a été le signal dès 1954,

confirmé l'année suivante par *Brown v. Board of Education of Topeka II*.

À l'été 1958, lors des nouvelles auditions de la Cour suprême sur l'affaire de Little Rock²², à l'avocat de la direction de l'école qui, au début de son argumentation, invoqua les volontés des « gens » de Little Rock, Earl Warren demanda à l'avocat de « quels gens » exactement il parlait.

La dimension révolutionnaire de la Cour Warren se situe là et elle a d'autant plus suscité la violence des partisans du Sud que ceux-ci défendaient leurs traditions régionales: les manifestations pour l'*impeachment* d'Earl Warren ont cessé dès qu'il a quitté la Cour et ne se sont pas appliquées à ses successeurs, même quand ils « légalisent » l'avortement.

Earl Warren avait des principes et des valeurs venus de sa formation progressiste: patriotisme, intégrité, sens de la justice et défense de la famille, et d'autres acquis comme gouverneur. Il les a traduits au niveau de la Cour. Mais il n'y est parvenu que lorsque ces idées ont coïncidé avec celles des libéraux des années 1960 qui, s'ils portaient d'autres principes, voulaient eux aussi promouvoir une société plus juste. Sur ces plans, il y a un parallélisme entre Warren, Kennedy et Johnson, sans qu'il y ait adéquation: le premier est convaincu que la Constitution est faite pour assurer le bien du peuple, les deux autres veulent laisser d'eux une image vertueuse.

Contrairement aux accusations portées contre lui, Earl Warren n'était pas « communiste » (même s'il a œuvré

127

21. Jacques Portes, « Earl Warren et Lyndon B. Johnson. Deux progressistes à l'heure libérale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 87, *Retour sur les Sixties. Les États-Unis des années 1960*, juillet-septembre 2007, p. 5-19.

22. À Little Rock (Arkansas), le gouverneur s'était opposé à l'application de la loi sur la non-discrimination raciale qui obligeait toutes les écoles américaines à recevoir des enfants noirs.

à partir de 1955 pour annuler les dernières traces du maccarthysme, avec, entre autres arrêts, *Albertson v. Subversive Activities Control Board*²³, 1965), ni révolutionnaire (mais certains des jugements de la cour ont eu une portée quasi révolutionnaire), pas plus qu'il n'était un adepte de la contre-culture. Il a toujours ainsi défendu l'idée que les discours obscènes, les discours promotionnels de la consommation d'alcool ou de la pratique du jeu ne pouvaient revendiquer la protection du 1^{er} amendement de la Constitution (*Free Speech*). Par ses égards pour les droits des suspects (*Miranda v. Arizona*²⁴, 1966), il a mécontenté les policiers. Warren a aussi manifesté sa totale opposition à la présence de la télévision et des médias dans le travail de la justice; il s'est demandé très sérieusement si Lee Harvey Oswald, s'il avait vécu, aurait pu avoir un procès équitable en raison de la fureur médiatique qui l'avait entouré.

128

La Cour Warren

Son apport personnel à la Cour n'est ni idéologique ni dogmatique, mais il s'intéresse toujours aux plus démunis dont il présente les cas de façon très claire, dans un style aussi peu juridique que possible et il tient sur les sujets importants à aboutir à l'unanimité des neuf juges. D'ailleurs, les opposants à l'arrêt *Brown v. Board of Education* ont souvent mis en avant la légèreté de l'argumentaire pour

réduire l'impact du texte. En dépit de cette clarté de langage, qui se retrouve dans tous les jugements dont il est le rédacteur, souvent commençant par de véritables saynètes qui mettent en scène les protagonistes du cas, Earl Warren respecte avec une rigueur minutieuse la loi telle qu'elle est. Par exemple en 1961, des manifestants contre la ségrégation ont enfreint la loi de leur État en pénétrant dans un établissement réservé; ils doivent être mis en examen, même si leur démarche est juste et noble et va dans le sens de la Cour suprême elle-même. De la même façon, des communistes qui réclament la liberté d'opinion enfreignent la loi Smith (elle sera bientôt invalidée) qui fait du PC une organisation mondiale prônant le renversement des institutions et non pas un parti politique ordinaire.

Ces contradictions disparaissent dès que ces lois sont modifiées ou abrogées.

Comme toutes ces devancières, la Cour Warren a réagi au contexte de son époque et a poussé assez loin la logique de ces décisions: elle se dirigeait nettement vers la condamnation de la peine capitale (qui sera suspendue de 1972 à 1976). Mais elle n'avait qu'amorcé son orientation vers le droit à l'avortement, car *Griswold v. Connecticut*²⁵ (1965), qui assurait le droit à l'information sur la contraception, ne mentionnait aucune ouverture vers cette procédure (Earl Warren était personnellement mal à l'aise vis-à-vis de ces sujets).

23. 382 US 70 (1965). La Cour suprême décida dans cet arrêt l'inconstitutionnalité au regard du premier amendement d'une règle obligeant les membres du Parti communiste américain à se déclarer auprès du Comité fédéral de lutte contre les activités subversives (*Subversive Activities Control Board, SACB*).

24. 384 US 436 (1966). La Cour suprême y consacre différents droits pour toute personne faisant l'objet d'une garde à vue policière: l'obligation pour les policiers d'informer l'intéressé de son droit de garder le silence, de son droit d'être assisté par un avocat pendant l'interrogatoire.

25. 381 US 479 (1965).

Entre 1962 et 1966, le paysage social des États-Unis connaît des transformations capitales et durables. Le président Johnson est associé à la mission d'homogénéiser les lois civiles du pays que s'est fixée la Cour suprême dirigée par Earl Warren. Toutes ont eu une portée nationale et même internationale : la Maison-Blanche est très attentive aux réactions des pays étrangers après le vote de la loi sur les droits civiques, car ce texte oblige l'URSS à modérer ses dénonciations du racisme américain. L'œuvre accomplie par le gouvernement et la Cour suprême eut d'immenses résultats, et permit en particulier de mettre fin à la ségrégation. Elle était conçue autour de l'immanence de la loi fédérale : les Africains-Américains et les autres, qui avaient été privés de ses avantages, devaient eux aussi en bénéficier. Tous les Américains doivent avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs : Earl Warren a une vision universaliste de la citoyenneté, fondée sur des valeurs finalement élitistes. Il n'a donc pas compris la révolution des droits et l'amorce d'une affirmation identitaire, qui commençaient seulement à la fin de son mandat. Les jeunes manifestant contre la guerre du Vietnam, les femmes revendiquant leurs droits et les Noirs des villes du Nord qui réclament leur accès au pouvoir noir – quand ils n'exècrent pas les policiers et l'appareil d'État – ne se satisfont alors plus du discours égalitaire, rejeté comme hypocrite. Warren est sincèrement persuadé d'avoir raison et il reste désespéré et impuissant

face à ces revendications, comme face à celles des fondamentalistes chrétiens, qui eux placent la Bible plus haut que la loi fédérale. En l'accusant de « libéralisme », ses opposants n'ont pas totalement tort, car Earl Warren a approuvé la législation libérale. Mais il refusa obstinément cette dénomination, non pas qu'elle fût honteuse, mais parce qu'elle ne correspondait pas au fond de sa pensée ; jamais il n'a été en phase avec la révolution des mœurs qui prenait alors son essor et il a bien du mal à en accepter, au nom de la liberté d'expression, les manifestations.

Jusqu'à sa retraite, le président de la Cour suprême s'est proclamé progressiste. Il a en effet manifesté durant toute sa carrière la plupart des traits caractéristiques de ce mouvement : vision nationale, service de l'État et sens moral, réformes pour conduire au progrès selon une norme centrale, primat accordé aux règles politiques – la décision dont il était le plus « fier » (*Baker v. Carr*²⁶) n'est pas tant celle qui a mis fin constitutionnellement à la ségrégation raciale mais celle qui, en reconnaissant aux juges la faculté de statuer sur la régularité des découpages électoraux au détriment de la *political question doctrine*, a favorisé l'égalité effective et la sincérité du suffrage politique aux États-Unis²⁷. Les « libéraux » et les historiens (pour qui les problèmes institutionnels ne pèsent pas) s'opposent cependant à ce choix, et considèrent l'arrêt *Brown* et les suivants sur les droits civiques comme les textes

129

26. 369 US 186 (1962).

27. Dans cette mesure, l'arrêt *Powell v. McCormack* (395 US 486 [1969]) ne lui paraissait pas moins important : la Cour suprême y reconnaît au pouvoir judiciaire (fédéral) la faculté de statuer sur la régularité de mesures internes au Congrès susceptibles de faire grief à un citoyen ; en l'occurrence, il s'agissait de résolutions parlementaires et de mesures de vérification des pouvoirs tendant à empêcher de siéger une personne régulièrement élue à la Chambre des représentants mais coupable de violation caractérisée du code éthique de la Chambre.

les plus importants; sur un plan historique, ils ont raison, mais ce n'était pas l'avis d'Earl Warren attaché aux principes de sa formation initiale.

Le progressisme s'est poursuivi aux États-Unis bien plus tard que 1920 – date usuelle de son terme pour les historiens américains – et a inspiré certaines des grandes réformes des années 1930 comme des années 1960, ce qui explique à la fois les limites de leur portée et la contestation qu'elles ont

pu engendrer. Alors que le balancier politique a tourné vers le conservatisme après 1968, la Cour Warren est apparue comme survivante d'une décennie mouvementée et a été dénoncée comme initiatrice d'une marche vers le progrès refusée par beaucoup. Aussi, l'uniformisation fédérale n'a pas été achevée et elle a été même remise en question par l'administration de George W. Bush. Pourtant la carrière d'Earl Warren et la tâche importante que la cour qu'il a présidée a accomplie ont façonné les États-Unis de façon irréversible.